

A Doha, nouveau fiasco pour le climat après une folle nuit de négociations

samedi 8 décembre 2012, par [CARMEL Laurence](#) (Date de rédaction antérieure : 8 décembre 2012).

Sommaire

- [Climat : le Qatar propose un](#)
- [Doha : les pays moins avancés](#)
- [Doha, la négociation climat](#)

Samedi 8 décembre à 3h30 (1 h 30 à Paris), quand, sur les écrans du centre de convention de Doha, a été annoncé, sans plus d'explication, le report à 7h30 de la réunion où devait être dressé l'état des lieux de la négociation sur le climat, tout le monde a compris que c'était fichu. Qu'il n'y aurait pas d'accord dans la nuit et que la 18^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui devait être une simple réunion « sans enjeux majeurs », entrait dans une zone de grand danger.

Le président de la conférence, le Qatari Abdullah Ben Hamad Al-Attiyah, après avoir demandé aux négociateurs de l'« *aider à faire sortir la fumée blanche* », avait déjà repoussé trois fois le rendez-vous fixé initialement à 23 heures vendredi.

Que s'est-il passé avant que la conférence ne parte dans le décor ? A cette heure où le manque de sommeil pèse lourd, personne n'avait la réponse. Les rumeurs ont commencé à circuler et les nerfs à lâcher. Ce qui est sûr, c'est que la journée avait mal commencé et que petit à petit, toutes les discussions se sont grippées. Retour sur une folle nuit dont sont malheureusement coutumiers les diplomates du climat.

« *La présidence a mal utilisé les ministres, nous sommes dans la confusion la plus totale* », déplore Tim Gore, de l'ONG Oxfam, qui, comme beaucoup, a vu nombre de ministres déambuler dans les immenses couloirs du centre de convention. Peu auparavant, la ministre brésilienne de l'environnement, Izabella Teixeira, a rejoint ses conseillers dans le hall, sous l'immense araignée de métal sculptée par Louise Bourgeois : « *Il y a un endroit où je peux dormir ?* », implore-t-elle.

« LES AMÉRICAINS NE VEULENT RIEN DONNER »

L'équipe américaine, elle, reste sur le pied de guerre. « *Les Américains veulent faire sauter douze paragraphes dans un texte. Les pays émergents sont furieux* », affirme, de « source sûre », un participant. Todd Stern, l'envoyé spécial de Hillary Clinton, tient conseil, sandwich et café à la main, dans la cafétéria.

Toute la semaine, il a plutôt joué la discrétion. Fausse impression. « *C'est toujours comme ça, les Américains font profil bas parce qu'ils ne veulent rien donner. Mais quand on franchit leur ligne rouge, ils contre-attaquent* », décrypte un négociateur africain qui préfère aller s'installer ailleurs : « *Je ne peux plus supporter leur arrogance. Ils sont la première puissance du monde. Je viens d'un pays pauvre. Nous n'avons plus rien à nous dire.* »

Barack Obama va demander une rallonge budgétaire de 60 milliards de dollars au Congrès pour les régions touchées par l'ouragan Sandy. La somme même que réclament les pays en développement d'ici à 2015 pour les aider à faire face au réchauffement, et qu'ont refusé d'envisager les pays industrialisés à Doha. Difficile à avaler.

Les petits Etats insulaires et les pays les moins avancés (PMA) avaient prévenu, en début d'après-midi, vendredi : ils n'accepteraient pas que la présidence qatarie joue la montre pour imposer un accord dans l'urgence. A 2h20, le représentant de la Gambie et porte-parole des PMA, Pa Ousman Jarju, le répète : *« On partira sans accord, et alors ? Les pays industrialisés doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas nous demander d'accepter leurs conditions et refuser toutes nos propositions. »*

DES NÉGOCIATEURS S'ENDORMENT SUR DES CANAPÉS DE FORTUNE

L'Union européenne souhaite fixer la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto - le seul traité contraignant les pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre - à une période de huit ans. Les PMA veulent la limiter à cinq. L'Europe demande - pour satisfaire la Pologne - le report sur cette seconde période des crédits carbone non utilisés au cours de la première, tout en limitant la possibilité de les commercialiser. Les pays pauvres refusent, critiquant une proposition qui conduit à affaiblir encore les engagements de réduction des émissions de CO₂.

« Il n'y a rien dans les textes, que des promesses, toujours des promesses », lâche, encore un peu plus tard, Kieren Keke, le délégué de Nauru. Les Etats-Unis adressent une fin de non recevoir à la notion de préjudice, que revendiquent les pays déstabilisés par le changement climatique. Contre toute attente, la fièvre s'emballe dans la salle où se discute le chapitre de l'indemnisation des *« pertes et dommages »*.

Dans les couloirs, des négociateurs épuisés s'endorment sur des canapés de fortune, bercés par la voix de la chanteuse Fairouz, que diffusent des hauts parleurs. A l'abri des regards, les facilitateurs désignés par la présidence tentent de rédiger des textes de compromis acceptables par toutes les parties.

« Résistez, nous sommes derrière les pays en développement » : un groupe de jeunes a déroulé un grand ruban rouge devant la salle où doivent reprendre les discussions. Il est huit heures du matin. Xie Zhenhua, le négociateur chinois, passe et fait un petit signe amical.

Le président Attiyah est de nouveau à son poste. Plus grave que la veille : *« Voici le texte que je vous propose. Il est équilibré. Prenez le temps de le lire et ayez conscience que le mieux est l'ennemi du bien. »* La journée ne fait que commencer et nul ne sait si Doha marquera d'une nouvelle pierre noire l'histoire de la négociation climatique, entamée à Rio il y a vingt ans. La ministre de l'écologie, Delphine Batho, admet que, si un accord est trouvé, *« il sera modeste »*.

Laurence Caramel - Doha, envoyée spéciale

* *LE MONDE* | 08.12.2012 à 11h26.

Climat : le Qatar propose un compromis au sommet de Doha

Le Qatar, qui accueille les négociations onusiennes sur le climat, a proposé samedi 8 décembre un texte de compromis aux délégations, qui n'avaient toujours pas trouvé d'accord au lendemain de la date prévue pour la fin des travaux.

« Le temps est venu d'intensifier les efforts », a lancé aux délégués, réunis en séance plénière, le vice-premier ministre du Qatar, Abdallah Al-Attiya, qui préside la conférence de l'ONU depuis le 26 novembre à Doha. Il a présenté aux délégations de quelque 190 pays une série de textes proposant un compromis acceptable, selon lui, sur l'ensemble des dossiers discutés comme l'acte II du protocole de Kyoto, l'un des principaux points de l'accord attendu. « Nous n'avons pas des jours entiers à notre disposition. Les ministres et les délégués commencent à partir, nous devons finir dans les prochaines heures », a-t-il poursuivi, insistant : « Le mieux est l'ennemi du bien ».

Les délégations disposaient d'une heure et demi, soit jusqu'à 8 heures (heure de Paris), pour prendre connaissance des documents et formuler un avis. « Ce n'est pas à prendre ou à laisser », a souligné M. Al-Attiya.

L'AIDE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT AU CŒUR DES NÉGOCIATIONS

La conférence de l'ONU devait en principe se terminer vendredi. Les pays du Sud ont réclamé 60 milliards de dollars d'ici à 2015 pour faire la transition entre l'aide d'urgence de 30 milliards de dollars décidée pour 2010-2012, et la promesse des 100 milliards par an d'ici à 2020. Les grands pays bailleurs de fonds ont refusé de s'engager sur une telle somme. Les négociateurs tentaient de trouver une formule rassurant les pays en développement sur le fait que les pays du Nord rempliraient leurs engagements, mais les Etats-Unis étaient, au cœur de la nuit, très réticents à toute mention trop contraignante.

D'autres dossiers restaient ouverts sur la table des négociations, comme la question des réparations demandées par les pays du Sud au Nord pour les « pertes et dommages » liés au changement climatique, un bras de fer serré opposant les pays les plus pauvres aux Etats-Unis. Les premiers veulent voir la mise en œuvre d'un mécanisme sur ce sujet alors que la délégation américaine craint qu'il ne mène un jour à des actions en justice, selon un observateur des négociations.

« Plus globalement, c'est l'absence de visibilité sur l'équilibre global » entre les différents dossiers discutés dans les divers groupes de contact, « qui encourage chacun à maintenir ses positions », a ajouté le négociateur.

La conférence de Doha doit notamment donner naissance à la seconde période du protocole de Kyoto, seul outil engageant les pays industrialisés à réduire leurs gaz à effet de serre (GES), mais dont la portée sera essentiellement symbolique. Il ne concernera que l'UE et l'Australie après le désistement du Japon, de la Russie et du Canada, soit uniquement 15 % des GES globaux. Mais les pays du Sud y tiennent, au nom de la « responsabilité historique » du Nord dans le dérèglement climatique.

* *Le Monde.fr avec AFP* | 08.12.2012 à 07h33 • Mis à jour le 08.12.2012 à 07h46.

Doha : les pays moins avancés dénoncent des pressions dans le sprint final

L'heure des derniers marchandages a sonné à Doha. La 18^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques doit – si l'agenda officiel est respecté – s'achever vendredi 7 décembre. Mais à la mi-journée, tout laissait penser que les négociateurs allaient jouer les prolongations dans la nuit de vendredi à samedi. Voire au-delà.

Plusieurs délégations, dont celle de la Gambie, au nom des quarante quatre pays du groupe des moins avancés (PMA) ont dénoncé des pressions pour boucler les négociations dans les temps.

« Nous n'acceptons pas de devoir nous presser, nous représentons des millions de personnes qui souffrent du changement climatique, nous ne rentrerons pas chez nous sans rien obtenir de satisfaisant », a déclaré leur représentant lors de la réunion informelle convoquée pour dresser l'état des lieux des discussions.

« BEAUCOUP D'ENTRE VOUS DOIVENT PRENDRE L'AVION »

Le président de la conférence, Abdullah bin Hamad Al-Attiyah, a rejeté ces critiques en plaisantant : « Je ne mets aucune pression. J'habite à 10 minutes d'ici en voiture et je serais ravi de vous garder, mais on me dit que beaucoup d'entre vous doivent prendre l'avion demain. »

La commissaire européenne au climat Connie Hedegaard s'est toutefois impatientée en demandant que les textes de négociations soient transmis au niveau ministériel pour qu'une discussion politique puisse s'engager sur les multiples points qui font encore l'objet de divergences.

Des options de compromis commencent cependant à se dessiner. La prolongation du protocole de Kyoto devrait se conclure pour une période de huit ans et non pas de cinq comme le demandent les pays en développement. En échange, l'Union européenne, l'Australie, Norvège, Monaco et le Liechtenstein, seuls pays à s'engager dans cette seconde période, accepteraient en milieu de parcours de reconsidérer leurs promesses de réduction de gaz à effet de serre.

La date de 2014 ou de 2016 est en discussion dans le texte. Les pays en développement tentent également d'imposer un cadre à cet objectif de révision, en exigeant que les pays industrialisés en question fassent au moins un effort compris entre 25 % et 40 % de réduction, conformément aux recommandations faites par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Une cible compatible, selon les scientifiques, avec l'objectif de contenir la hausse moyenne des températures mondiales à 2°C.

L'« ACTIF » DE L'EX-BLOC DE L'EST

La discussion reste vive sur le sort des crédits carbone non utilisés durant la première période d'engagement du protocole de Kyoto et qui, pour la Pologne, la Russie et quelques autres pays de l'ex-bloc de l'est, constituent un « actif » qu'ils ne sont pas prêts à brader. La coalition des petites îles et les PMA continuent de faire de l'élimination de ce surplus d'« air chaud » une condition incontournable pour parvenir à un accord à Doha. Conserver cette « monnaie » en circulation conduirait pour eux à affaiblir encore en peu plus l'impact des engagements pris par les pays industrialisés, dans la mesure où la Convention permet aux pays « excédentaires » de vendre leurs crédits aux pays ne parvenant pas à atteindre leurs objectifs.

Cela ne serait pas possible pour l'Union européenne dont le paquet énergie-climat interdit ce genre de transaction jusqu'en 2020. Après de longues discussions au sein de la délégation européenne, Connie Hedegaard devait proposer un compromis – accepté par la Pologne – consistant à acter un

report total des crédits sur la seconde période du protocole de Kyoto, mais à en limiter la cession à 2,5% du volume. Les Vingt-Sept s'engageraient dans une déclaration politique à ne pas en acheter.

Sur le chapitre du financement, la Suisse, qui fait office de facilitatrice, a été contrainte de reconnaître qu'il « reste encore beaucoup de grosses différences de points de vue ». Les pays en développement, qui souhaitaient que le chiffre de 60 milliards par an soit fixé comme objectif intermédiaire pour 2015, ont semble-il renoncé. Le chiffre ne figure pas dans le texte, qui évoque cependant l'obligation pour les pays industrialisés de « fournir des trajectoires de financement entre 2012 et 2020 ».

En 2009, l'accord conclu à Copenhague prévoyait que les pays en développement reçoivent 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour financer leurs politiques d'adaptation au changement climatique et de réduction de leurs émissions.

Reste aussi à baliser la route jusqu'en 2015, date à laquelle les 195 pays présents à Doha se sont engagés à signer un accord global juridiquement contraignant. Entre la Chine qui défend une feuille de route la moins contraignante possible et l'Union européenne qui souhaite au contraire s'assurer que le processus de discussions sera bien encadré dès l'année prochaine, plusieurs scénarios restent ouverts.

L'une des options ambitieuses prévoit de parvenir à un projet d'accord à la fin de 2014. Mais comme toujours à ce stade de la négociation, il ne s'agit encore que d'une option. Rien ne dit qu'elle survive dans le « compromis équilibré » que le président Al-Attiah espère encore voir sortir de la conférence.

Laurence Caramel - Doha - Envoyée spéciale

* *Le Monde.fr* | 07.12.2012 à 16h27 • Mis à jour le 07.12.2012 à 16h27.

Doha, la négociation climat piétine à la veille de la clôture

A la veille de la clôture de la 18^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques, jeudi 6 décembre, les négociations continuaient d'achopper sur les principaux enjeux de la rencontre.

Au milieu de débats de plus en plus techniques, le cri de colère du négociateur philippin Naderev Saño, dont le pays a été frappé par un typhon meurtrier, a rappelé l'enjeu de discussions qui semblent souvent en totale déconnection avec la réalité. « Je lance un appel au monde entier, aux dirigeants du monde entier, ouvrez vos yeux et regardez la réalité en face. Je parle au nom des centaines de personnes qui ont péri dans la tragédie qui nous frappe, c'est un retour brutal à la réalité pour ma délégation, sur la réalité du changement climatique », a-t-il déclaré.

Les négociateurs ont travaillé tard dans la nuit de mercredi à jeudi pour pouvoir transmettre aux ministres des textes à partir desquels les derniers arbitrages politiques doivent être rendus en vue d'un accord. Jeudi en fin de journée, le travail était cependant loin d'être achevé et la centaine de ministres présents ne disposaient toujours pas, par exemple, d'un projet de compromis sur la « feuille de route » qui doit baliser les négociations d'ici à 2015, date à laquelle les 195 pays

membres de la Convention climat se sont engagés à signer un accord mondial juridiquement contraignant qui entrerait en vigueur en 2020.

L'an dernier à Durban (Afrique du sud), c'est en échange de ce futur accord global et de cette feuille de route que l'Union européenne avait accepté de s'engager dans une seconde période du protocole de Kyoto, qui expire le 31 décembre. Lors de leur conférence de presse commune, le groupe des BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine), tout en se montrant ferme sur les conditions d'un accord, n'ont cependant pas donné le sentiment de vouloir aller à un blocage. « Il y a des options sur la table, nous devons trouver la voie d'un compromis équilibré » a déclaré le négociateur chinois, Xie Zhenhua.

La prolongation du protocole de Kyoto dans une seconde période d'engagement constitue pour les BASIC le sujet le plus important de Doha. « Nous voulons que cette seconde période entre en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013 en respectant tous les principes d'intégrité environnementale », a rappelé André Odenbreit Cavalho, chef de la division climat au ministère brésilien des affaires étrangères. Derrière la notion d'intégrité environnementale se cache le sort qui sera fait aux crédits carbone. En prenant, en 1997, des engagements chiffrés de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES), les pays industrialisés ont reçu des « unités de quantité attribuée » (UQA), chacune correspondant à une tonne d'équivalent CO₂ qu'ils avaient le droit d'émettre.

« TRÉSOR DE GUERRE »

Les pays de l'ex-bloc de l'est avaient alors reçu des quotas très généreux en échange de leur adhésion. Ce surplus baptisé « air chaud » reste considérable et les pays qui possèdent encore ce « trésor de guerre » comptent bien pouvoir le conserver, soit de manière à remplir leurs propres objectifs soit pour vendre ces crédits à des pays tiers. L'équivalent de deux années d'émissions de l'Union européenne sont en jeu.

Les BASIC et les pays en développement, qui fustigent la faiblesse des engagements de réduction prises dans le cadre d'un Kyoto 2, sont totalement hostiles à ce report, au motif que cela affaiblirait encore la portée de l'accord.

L'Union européenne doit gérer le cas de la Pologne, qui dispose d'une réserve de 800 millions de tonnes de CO₂. Ceux-ci ne peuvent de toute façon pas être utilisés pour réaliser les objectifs de réduction d'émissions - moins 20% d'ici à 2020 - que s'est fixée l'Union européenne. C'est l'argument utilisé par la commissaire au climat, Connie Hedegaard, pour justifier le report de ces crédits. Jeudi soir, les pays en développement n'étaient toujours pas convaincus par le raisonnement et continuaient aussi d'exiger que la durée de la deuxième période soit de cinq ans et non pas de huit comme le souhaite l'Union européenne.

FIN DE NON-RECEVOIR

Sur l'épineux dossier du financement, un compromis satisfaisant pour les pays en développement s'avère quasiment impossible à trouver. Les Etats-Unis comme l'Union européenne ont adressé une fin de non-recevoir à la demande de fixer un objectif intermédiaire de 60 milliards de dollars (46 milliards d'euros au cours actuel) annuels en 2015. A Copenhague, les pays industrialisés ont promis de fournir 100 milliards par an d'ici à 2020, pour financer l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

La crise économique et budgétaire que traverse l'Union européenne impose toutefois un certain réalisme. « Nous souhaitons une trajectoire de financement d'ici à 2020, car parler d'adaptation sans argent n'a pas de sens. Mais nous ne sommes pas en train d'envisager l'arrêt des négociations

s'il n'y a pas de montant fixé pour 2015 », admet Seyni Nafo, porte-parole du groupe africain.

Pour démontrer leur volonté de poursuivre leur soutien financier au-delà de 2012, plusieurs pays ont fait des annonces. Le Royaume-Uni a ainsi promis de dépenser 1,8 milliard de livres (2,8 milliards de dollars, soit 2,2 milliards d'euros) d'ici à 2015, et la Commission européenne s'est engagée sur un montant de 500 millions sous forme de dons en 2013. La France, en assurant qu'elle maintiendrait le niveau de ses engagements en 2013, a officiellement fait acte de candidature pour accueillir la conférence mondiale sur le climat en 2015.

Laurence Caramel - Doha, envoyée spéciale

* *Le Monde.fr* | 06.12.2012 à 17h47 • Mis à jour le 06.12.2012 à 18h32.

La France confirme sa candidature pour 2015

La France est candidate à l'organisation en 2015 de la grande conférence de l'ONU sur le climat qui doit déboucher sur l'un des accords les plus ambitieux jamais signés sur la lutte contre le réchauffement, a confirmé jeudi le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, à Doha. « Je confirme officiellement que la France est disponible pour accueillir en 2015 la conférence sur le climat », a déclaré M. Fabius lors d'un discours en séance plénière, alors que les négociations s'accéléraient pour parvenir à un accord dans la nuit de vendredi à samedi.

« J'interrogeais avant l'entrée dans cette séance notre collègue, la ministre de l'environnement d'Afrique du sud, pour lui demander ce qu'il fallait faire pour qu'une conférence soit réussie, et elle me disait, en bon français : Be collective », a poursuivi M. Fabius. Et « c'est dans cet esprit que si vous en décidez ainsi, nous préparons 2015 », a encore dit le ministre. La candidature de Paris avait été annoncée en septembre par François Hollande.
